



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 24 – 30 juin 2023

## 🍷 Sommaire

### Faits marquants

- Le *Climate Change Committee* s'inquiète des faibles progrès du Royaume-Uni dans sa transition climatique
- Le secrétaire d'Etat en charge du climat et de l'environnement démissionne en accusant le Premier ministre d'« *apathie* » à l'égard de la crise climatique

### Climat & Energie

- Le gouvernement s'apprête à réintroduire les « *green levies* » sur les factures d'énergie
- Le *Labour* souhaite augmenter de 10 Md£ les investissements privés pour financer la transition énergétique grâce à l'émission d'obligations sécurisées
- L'énergéticien *Drax* exclut de maintenir en activité sa centrale à charbon de Selby
- L'*Ofgem* compte s'attaquer aux pratiques d'optimisation des recettes des producteurs d'électricité

### Environnement

- La compagnie d'eau *Thames Water* est dans la tourmente après la démission de sa PDG
- Le gouvernement devrait investir 1,1 Md£ supplémentaires pour la gestion des sols d'après une étude d'ONG environnementales

### Industrie

- La fédération britannique des constructeurs automobiles présente son manifeste en vue des prochaines élections générales

### Transports

- Le gouvernement annonce des mesures pour mieux protéger les passagers des compagnies aériennes

## Faits marquants

### Le *Climate Change Committee* s'inquiète des faibles progrès du Royaume-Uni dans sa transition climatique

Dans son [rapport annuel de progrès](#), le *Climate Change Committee* (CCC) estime que le gouvernement n'a pas su agir avec suffisamment de résolution pour accélérer sa transition écologique et que le Royaume-Uni est en train de perdre son leadership dans la course vers la neutralité carbone alors que l'Union européenne, les Etats-Unis ou la Chine ont accru leurs efforts en 2022. Selon le CCC, le gouvernement n'a pas pris de mesures suffisantes au cours des 12 derniers mois pour réduire la consommation d'énergie ou accélérer le développement des énergies renouvelables et, *a contrario*, a maintenu son soutien aux énergies fossiles en donnant son feu vert à l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon ou en accordant de nouveaux permis d'exploitation d'hydrocarbures en Mer du Nord.

En conséquence, même si le 4<sup>ème</sup> budget carbone (2023-2027) pourrait être atteint du fait de la relative stabilisation des émissions à un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie de Covid, le CCC a désormais une moins grande confiance dans l'atteinte des objectifs climatiques à l'horizon 2030 et au-delà. Il estime que les risques se sont accrus dans les secteurs des transports terrestres, notamment du fait d'une forte révision à la hausse des émissions des véhicules hybrides, de l'industrie, de l'agriculture et de l'utilisation des sols, du puits de carbone et de la production d'électricité. Pour que l'objectif 2030 soit tenu, les émissions devraient baisser à un rythme annuel deux fois plus élevé qu'au cours des 8 dernières années, et même quatre fois plus élevé si l'on exclut le secteur de la production d'électricité, qui a concentré la majorité des efforts jusqu'à présent.

Dans cette perspective, le CCC recommande de réduire l'incertitude entourant l'action du gouvernement dans certains secteurs (soutien aux énergies fossiles, chauffage résidentiel, absence de stratégie pour l'agriculture, réforme du système de planification) et de prendre des mesures supplémentaires pour sécuriser la trajectoire (avancer à 2030 la fin de vente des véhicules hybrides, réduire le trafic routier, encourager l'adoption de régimes alimentaires moins émetteurs, réduire la demande de transport aérien...). Au-delà des mesures sectorielles, il fait également plusieurs recommandations transversales comme la réforme des marchés de l'énergie pour rendre l'électricité plus compétitive que le gaz, la sensibilisation des citoyens pour qu'ils réalisent des choix plus éclairés et la définition de lignes directrices à l'attention des entreprises.

### Le secrétaire d'Etat en charge du climat et de l'environnement démissionne en accusant le Premier ministre d'« apathie » à l'égard de la crise climatique

Zac Goldsmith, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en charge notamment du climat, de l'énergie et de l'environnement, a démissionné du gouvernement en adressant au Premier ministre une [lettre](#) dans laquelle il a déclaré que sa position avait été rendue « *intenable* » compte tenu du « *manque d'intérêt* » du Premier ministre pour l'environnement et qu'il avait été « *horrifié* » par l'abandon progressif des engagements pris en la matière au niveau national et international.

Certains estiment cependant que cette démission serait en réalité justifiée par le fait qu'il aurait exercé une « *pression inappropriée* » sur les membres de la commission d'enquête parlementaire en cours concernant les déclarations de Boris Johnson sur le « *partygate* ». Rishi Sunak a [répondu](#) à Zac Goldsmith en soulignant que sa démission résultait de son refus de donner suite à la demande qui lui avait été faite de s'excuser sur ce point.

## Le chiffre de la semaine

442,6 M£

C'est le montant des redevances payées au [Crown Estate](#) par les exploitants des parcs éoliens en mer en 2022, en hausse de 129,9 M£ par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par les revenus tirés de la mise en service de 6 nouveaux parcs éoliens.

## Climat & Energie

**Flash** – Dans le cadre de son programme *PeakSave*, le fournisseur d'énergie *British Gas* a lancé une [nouvelle offre](#) destinée à maximiser la consommation d'électricité sur les plages de pic de production d'électricité solaire. Tous les dimanche entre le 25 juin et le 24 septembre, les clients paieront ainsi leur électricité 50 % moins cher entre 11 heures et 16 heures. Le fournisseur estime que ses clients pourraient économiser 5 M£ sur leurs factures d'énergie au total.

**Flash** – Selon [Make My Money Matter](#), les investissements des fonds de pension britanniques dans les énergies fossiles s'élèveraient à 88 Md£ malgré leur engagement à atteindre la neutralité climatique.

**Flash** – Si la chute des cours du pétrole et du gaz au cours des derniers mois a entraîné une baisse importante du coût des programmes de soutien à l'énergie en Grande-Bretagne, elle se traduira également par une forte diminution des recettes provenant de la taxe gouvernementale sur les bénéfices exceptionnels des producteurs au cours des cinq prochaines années, selon les estimations officielles. Alors qu'en novembre, le gouvernement avait prévu que la taxe sur les bénéfices énergétiques rapporterait jusqu'à 41,6 Md£, les prévisions les plus récentes du Trésor, datant du mois de mars, estiment ces recettes fiscales à 26 Md£, soit 40 % de moins.

### Le gouvernement s'apprête à réintroduire les « *green levies* »

Pris en charge à titre temporaire par le gouvernement afin d'aider les ménages à faire face à la crise énergétique, les « [green levies](#) » - qui désignent un ensemble de taxes finançant des mesures sociales et environnementales et prélevées sur la facture d'énergie - seront de nouveau payés par les consommateurs à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023. En effet, l'application de ces dégrèvements était liée au déclenchement du mécanisme de plafonnement des factures énergétiques (*Energy Price Guarantee*) introduit en octobre 2022, dont le seuil sera relevé de 2 500 £ à 3 000 £ à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023, et qui cessera de s'appliquer avec le passage du *price cap* de l'*Ofgem* à un niveau

inférieur à ce seuil (2 074 £). Ces « *green levies* » s'élèvent à 170 £ par ménage et par an. Par ailleurs, plusieurs dirigeants du secteur ont demandé que les frais fixes (*standing charges*) sur les factures d'énergie soient supprimés ou calculés en fonction de l'énergie consommée, considérant qu'ils pénalisent ceux qui essaient de maîtriser leur facture d'énergie en réduisant leur consommation d'énergie. Ce montant fixe sert notamment à financer l'entretien des réseaux de gaz et d'électricité. En outre, plusieurs responsables ont réitéré leur soutien à un tarif social, qui permettrait aux ménages les plus pauvres de bénéficier de réductions sur leurs factures d'énergie.

## Le Labour souhaite augmenter de 10 Md£ les investissements privés pour financer la transition énergétique grâce à l'émission d'obligations sécurisées

La ministre fantôme pour la City, Tulip Siddiq, a indiqué au [Financial Times](#) que le parti travailliste étudiait la possibilité que des obligations sécurisées puissent financer des projets d'énergie renouvelable ou de production d'hydrogène. Les obligations sécurisées (« *covered bonds* ») sont des obligations dont le service est garanti par des créances (généralement des crédits immobiliers) et une garantie additionnelle de la banque. Le parti serait déjà en discussion avec la *Financial Conduct Authority* (FCA) pour inclure les projets d'infrastructure énergétique dans les projets éligibles à ce type de financement. Selon Tulip Siddiq, une telle réforme permettrait de réduire les coûts de financement à long terme et contribuerait ainsi à tenir l'engagement du parti à faire du Royaume-Uni une « *superpuissance des énergies propres* » d'ici 2030.

## L'énergéticien Drax exclut de maintenir en activité sa centrale à charbon de Selby

L'énergéticien [Drax](#) a décliné la demande du gouvernement de maintenir en activité sa centrale à charbon de Selby (North Yorkshire) afin qu'elle puisse servir de moyen de réserve au cours de l'hiver prochain. Selon *Drax*, la centrale, arrêtée en avril 2023, ne peut pas continuer ses activités pour des raisons techniques, de maintenance et de disponibilité du personnel. Le Royaume-Uni ne pourra donc pas recourir à cette capacité de 1,3 GW l'hiver prochain, qui aurait pu servir 2 % de la demande totale d'électricité en cas de pic de consommation lors d'un jour froid.

## L'Ofgem compte s'attaquer aux pratiques d'optimisation des recettes des producteurs d'électricité

Le régulateur du secteur de l'énergie, l'[Ofgem](#), lance une consultation sur l'introduction de nouvelles conditions pour bénéficier d'autorisations d'exploiter des centrales électriques au terme d'une enquête révélant des comportements d'interruption programmée de la production par certains opérateurs pour proposer de reprendre la production en vendant l'électricité à meilleur prix dans le cadre du « mécanisme d'équilibre » du système électrique. Selon l'*Ofgem*, cette pratique aurait entraîné une dépense de 3,1 Md£, payée *in fine* par le consommateur britannique.

## Environnement

**Flash** – Le Maire de Londres, Sadiq Khan, et l'ancien Maire de New York, Michael Bloomberg, ont lancé une nouvelle initiative, « [Breathe Cities](#) », dotée de 30 M\$ et destinée à soutenir l'amélioration de la qualité de l'air dans les villes.

**Flash** – En réponse aux critiques de l'OEP et du NAO, le DEFRA se serait [engagé](#) à rattraper d'ici fin 2024 son retard relatif à la publication de l'analyse de la mise en œuvre de 56 réglementations environnementales.

**Flash** – Selon un [rapport du National Audit Office](#), le gouvernement britannique n'a pas de plan efficace à long terme "pour réduire les déchets qui contribuent au changement climatique" et n'a pas atteint son objectif de recycler 50 % des déchets ménagers en 2020 (le taux de recyclage de ces déchets reste proche de 43-44 % depuis 2011-12).

### La compagnie d'eau *Thames Water* est dans la tourmente après la démission de sa PDG

La démission avec effet immédiat de Sarah Bentley, la PDG de *Thames Water*, a plongé la compagnie de gestion des eaux dans une crise dont l'issue est encore incertaine. En effet, d'après les informations du [Financial Times](#), la compagnie aurait des difficultés à trouver de nouveaux financements alors que sa dette s'élève à 14 Md£ - un niveau sans précédent. Le ministère de l'environnement et le régulateur *Ofwat* réfléchiraient à un plan d'urgence, qui pourrait aller jusqu'à une nationalisation temporaire de la compagnie dans le cadre d'une procédure identique à celle qui a été utilisée pour sauver le fournisseur d'énergie *Bulb*. La compagnie a déclaré avoir entamé des discussions constructives avec ses actionnaires pour lever de nouveaux financements en vue de la mise en œuvre de son programme d'investissements et indiqué qu'elle disposait d'une solide position de liquidité.

### Le gouvernement devrait investir 1,1 Md£ supplémentaires pour la gestion des sols d'après une étude d'ONG environnementales

Selon une [étude](#) commandée par la *Royal Society for the Protection of Birds*, les *Wildlife Trusts* et le *National Trust*, le Royaume-Uni et les gouvernements décentralisés devraient dépenser au moins 4,4 Md£ par an pour la gestion des sols afin d'atteindre leurs objectifs d'émission de gaz à effet de serre, d'inversion du déclin de la nature, d'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et de protection de l'héritage culturel. Ce montant est nettement plus élevé que les estimations des études précédentes de 2017 et 2019 réalisées par le même auteur, l'économiste de l'environnement Matt Rayment, notamment en raison de l'inclusion, inédite, des changements nécessaires dans l'utilisation des sols pour atteindre l'objectif de neutralité carbone, qui représentent une dépense de 1,2 Md£ par an.

## Industrie

**Flash** – Des métallurgistes du Yorkshire et du Lincolnshire ont participé cette semaine à une [manifestation devant le Parlement](#) organisée par le syndicat *Community Union* pour demander au gouvernement de faire davantage pour soutenir l'industrie, dans un contexte où le secteur fait face à des coûts de l'électricité plus élevés que ses concurrents européens.

**Flash** - La société chinoise *Imerys* et *British Lithium* ont créé une [joint-venture afin d'exploiter le premier centre de production de lithium](#) du Royaume-Uni d'ici cinq ans, dans la région de St Austell (Cournouailles). Ce projet, qui pourrait créer au moins 300 emplois directs, selon les entreprises, vise à fournir du lithium pour 500 000 voitures électriques par an d'ici à la fin de la décennie, soit environ deux tiers de la demande britannique.

### La fédération britannique des constructeurs automobiles présente son manifeste en vue des prochaines élections générales

Dans son [manifeste](#) présenté le 27 juin, la fédération britannique des constructeurs automobiles *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT) appelle tous les partis politiques à utiliser plusieurs leviers réglementaires et budgétaires pour soutenir la compétitivité du secteur automobile en vue des prochaines élections générales. Il formule 5 grandes propositions : (i) la publication d'une stratégie globale visant à renforcer la compétitivité et accélérer la transition de l'industrie britannique vers l'électrique et l'hydrogène, notamment grâce à des subventions plus importantes ; (ii) le développement d'un réseau de recharge électrique et de fourniture d'hydrogène sur l'ensemble du territoire ; (iii) la formation de la main d'œuvre nécessaire ; (iv) le positionnement de l'automobile au cœur de la stratégie commerciale du pays ; (v) l'accès privilégié du secteur à une électricité peu chère et décarbonée.

## Transports

**Flash** – Le Ministre des Transports, Mark Harper, a présidé la première réunion du [Maritime Council](#). Cette nouvelle instance rassemblant une trentaine d'experts de l'administration et des entreprises est censée faire des recommandations au gouvernement pour atteindre les objectifs fixés dans la stratégie [Maritime 2050](#).

**Flash** – Le [Guardian](#) revient, dans un long article, sur l'évolution des ambitions du groupe *Eurostar* depuis sa création, rappelant que la compagnie ne dessert plus que 6 destinations parmi les 13 desservies en 2019. Il souligne que la pandémie de Covid a fortement dégradé les comptes de l'entreprise, l'obligeant à rationaliser ses dessertes, tandis que le Brexit a accru la durée nécessaire pour effectuer les contrôles avant l'embarquement, réduisant la capacité de la compagnie à gérer des flux de passagers importants dans les gares.

### Le gouvernement annonce des mesures pour mieux protéger les passagers des compagnies aériennes

Le gouvernement a publié de [nouvelles propositions](#) visant à mieux protéger les passagers des compagnies aériennes en cas de problème, en réponse à une consultation qui avait été lancée au printemps 2022. Elles prévoient un renforcement des pouvoirs d'exécution de l'autorité de régulation (la *Civil Aviation Authority*) et l'accès à une procédure de résolution des litiges plus rapide et moins coûteuse. Par ailleurs, elles prévoient d'obliger les compagnies aériennes, par la loi, à indemniser de manière complète les passagers handicapés dont les fauteuils roulants ou autres dispositifs d'aide à la mobilité ont subi des dommages graves sur les vols intérieurs britanniques, et de les inviter à dépasser le plafond d'indemnisation pour les vols internationaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)